

RIEN NE SERA COMME AVANT

La mondialisation est aujourd'hui fondée sur la croissance externe, elle donnera désormais priorité à la croissance interne. Le capitalisme est financier, il doit devenir productif. L'homme est fait pour l'économie ; faisons en sorte que l'économie soit faite pour l'homme. Les déficits publics jusqu'à présent ont été de mauvais déficits, car il y a trop de dépenses de fonctionnement ; les déficits à venir seront de bons déficits parce qu'ils financeront les secteurs prioritaires de l'économie française. L'impôt frappe les entreprises et la production, on supprimera la taxe professionnelle, par contraste la taxe carbone va créer des emplois.

Ainsi le Président Sarkozy nous a-t-il invités à changer nos mentalités et nos habitudes, car la crise actuelle, d'une ampleur sans précédent, nous conduit à tout remettre en cause. Elle nous donne aussi la liberté d'inventer un modèle nouveau.

Le Président a cependant rappelé tout ce que nous devons aux Trente Glorieuses, au programme économique du Conseil National de la Résistance. Ce sont en effet des références républicaines dont l'étranger aura été privé. Comme il aura été privé de notre égalité, de notre fraternité, de notre liberté ; Le Président redonne à ces mots toute leur valeur : l'égalité n'est pas l'égalitarisme (une égalité « formelle ») mais l'égalité réelle qui doit mettre tous nos compatriotes au même niveau de revenus, sans aucune discrimination (applaudissements), la fraternité prend l'habit de la laïcité, et le port de la « bourka » ne sera pas « bienvenu » en France (tonnerre d'applaudissements), quant à la liberté elle s'assimile à la sécurité, à la protection dans la rue, à la révision du système carcéral et judiciaire.

Personnellement j'aurais volontiers souscrit à la plupart de ces belles formules, et d'ailleurs certains commentateurs ont relevé le caractère très consensuel des propos présidentiels : il doit pouvoir séduire des libéraux comme des socialistes ou des conservateurs.

Mais j'éprouve cependant une certaine gêne car dans ce discours présidentiel, je vois beaucoup de choses qui n'ont pas changé, et qui ne sont pas près de changer. On est à mon sens toujours dans une démarche étatiste, planiste et pour tout dire socialiste.

Nicolas Sarkozy a souligné avec une sincérité apparente les erreurs commises par l'Etat depuis des décennies : dérapage de la dette, gaspillages des deniers publics, sclérose de nos institutions publiques. « Tous ont commis des erreurs ». Mais au lieu d'en conclure au nécessaire retrait de l'Etat, il voit le salut dans les initiatives du bon Etat : il va faire des économies, il va investir au lieu de consommer, il va prendre en considération les dimensions humaines et écologiques, etc. L'Etat n'était que la caricature de la Providence, maintenant il sera vraiment La providence.

Je prends deux exemples, parmi les plus significatifs. D'une part le Président déplore, et il a raison, la faillite de la formation et de l'éducation de nos jeunes,

condamnés au chômage. La raison en est bien simple aux yeux de tout observateur : c'est le monopole public de l'Education Nationale qui doit être mis en cause. Libérons l'enseignement, admettons les établissements privés et concurrents, des universités réellement autonomes et compétitives, offrons la liberté de choix aux familles avec des chèques éducation, et les choses s'arrangeront sans doute. D'autre part le Président évoque la réforme des retraites - c'est le sujet à la mode. Mais va-t-il « mettre sur la table » le monopole de la Sécurité Sociale et le système par répartition ? Pas du tout : le Président s'en tient aux litanies habituelles sur l'âge de la retraite, la durée de la période de cotisation, la pénibilité du travail.

Voyons maintenant percer - ou confirmer - le planisme. L'Etat va émettre un grand emprunt. Il est à remarquer que si l'Etat anté-sarkozien empruntait pour dépenser inutilement, le nouvel Etat va emprunter pour investir sur l'avenir. Peu importe qu'en tout état de cause le service de la dette soit toujours au contribuable, et obère de plus en plus le budget courant. Peu importe que l'on alourdisse encore le poids de cette dette sur les générations futures. Car, si l'on suit le Président, la dette sera largement compensée par la croissance qu'elle induira. Pourquoi cette foi dans l'avenir ? Simplement parce que les investissements seront orientés vers des secteurs « prioritaires ». Qui définit les priorités ? Le Gosplan ? Disons le plus sérieusement, comme le Président : les priorités résulteront de la négociation et la concertation entre le Parlement et les inénarrables « partenaires sociaux ». Cette élite ne saurait s'arrêter à des critères « marchands » (d'ailleurs tout ce qui est marchand est suspect). Elle n'aura d'yeux que pour des activités et des pôles « d'excellence » : le sésame de la croissance. Il ne faudra pas oublier les priorités de Grenelle, car la croissance verte créera, on le sait, des emplois.

Faut-il rappeler que dans une économie libre, les préférences sont révélées par le système des prix et des profits, c'est le « plébiscite quotidien du marché » qui indique les produits et les techniques qui correspondent le mieux aux attentes de la nuée de clients consommateurs ? On dit que le marché est un mode décentralisé de choix économiques. Les nouvelles dispositions envisagées relèvent d'un mode centralisé, elles sont celles d'une économie planifiée, d'une « démocratie économique indirecte » (Georges Marchais) : on vote pour des politiciens et des syndicalistes, qui votent pour des produits.

Cette défiance, voire même cette hostilité au marché, est la grande idée de ce « refondateur » du capitalisme qu'est notre Président. Voulant surenchérir sur Obama, son discours n'a cessé de se radicaliser depuis un an, et on retrouve les grands thèmes de son intervention à Genève devant l'Organisation Internationale du Travail, analysée avec minutie dans la chronique de Jean-Yves Naudet. Ce sont les mêmes attaques contre la finance, « les parachutes dorés et les gains mirobolants des spéculateurs ». C'est la même ignorance, pour ne pas dire le même mépris, pour le profit, qu'il faut partager, au risque de démotiver les salariés ; les actionnaires ont certes droit à une rémunération, mais ils ne peuvent confisquer ce qui revient aux travailleurs, qui doivent « être récompensés pour leurs efforts » - ce qui suppose que les salariés des entreprises qui ne réalisent pas de profit ménagent leurs efforts (cela s'applique-t-il aux salariés du secteur public

?). Cela n'empêche pas, comme on le faisait en URSS, de faire l'apologie du créateur, de l'innovateur, et même...de l'entrepreneur (qui devra cependant se contenter d'un profit raisonnable, tout de même !).

Les optimistes et inconditionnels du Président m'objecteront qu'il y a quelques bonnes annonces dans ce discours : diminution du nombre d'élus locaux, stabilisation du nombre de fonctionnaires (deux emplois sur trois ne seront pas remplacés), suppression de « tous les organismes qui ne servent à rien », pas d'augmentation des impôts (très vifs applaudissements). Puis un slogan fort : « pas un euro d'argent public ne sera gaspillé ». C'est une bonne conclusion. J'y crois dur comme fer. Oui, réellement, rien ne sera plus comme avant.

Jacques Garelo

Le 29 juin 2009